

## L'EXTINCTION ANNONCÉE D'UN MOUVEMENT SOCIAL ?

Nous, Carine Olivier et Thomas Loyer, simples citoyens, impliqués dans les mouvements sociaux actuels, sommes les témoins directs d'un incident survenu à Dijon le 25 mai dernier en marge de la manifestation " Marche pour le climat et la justice sociale " associée à l'acte 28 du mouvement des Gilets Jaunes, et avons un profond sentiment d'injustice, des accusations à clarifier, des questions en suspend et des choses à dire.

**1°) Partons d'abord d'un évènement précis :** nous estimons que **Bernard Schmeltz**, préfet de la région Bourgogne Franche Comté, est coresponsable de l'incident référencé au n° 802 de " **Allo Place Beauvau ? c'est pour un signalement !** " du journaliste David Dufresne.

### EXPLICATIONS

Samedi 25 mai vers 17h30, la manifestation déclarée étant terminée, une cinquantaine de personnes, des participants au mouvement des Gilets Jaunes, des citoyens sans étiquette et des militants de diverses associations ou ONG se sont **réunis pacifiquement** sur la place de la République en attendant que commence la " Fête du climat et de la justice sociale " prévue dans la salle prêtée par la Ville ( le Cellier de Clairvaux ) à quelques centaines de mètres de là.

L'ambiance était sereine. Aucun heurt, aucun débordement. Il ne serait rien passé d'autres que des conversations, certains allant à la fête et d'autres partant. La Police et la Gendarmerie étaient postées aux endroits habituels, au niveau des rues interdites de manifestation. Qu'on saura plus tard en fait prêtes à intervenir.

Aux alentours de 17h40, des hommes de la Brigade Anti-Criminalité répartis dans 3 véhicules viennent au contact des personnes posées calmement sur la place. Les agents n'ont pas ici d'intentions conviviales : saluts de la Reine d'Angleterre et doigts d'honneur. Pas vu ce jour-là les petits bisous ou les clins d'oeil qu'ils font parfois. Leur conduite est brusque sans raisons apparentes, par à-coups. Sur les rails, les tramways circulant toujours et les conducteurs étant orientés par un agent civil de circulation au talky walky pour éviter tout problème. Les véhicules tournent, font vrombir les moteurs, passent et repassent devant les personnes à exciter.

Les **provocations** sont **indéniables**. Il est évident que la prestation zélée de la BAC avait pour but d'allumer les ardeurs de certaines personnes sur la place, au préalable parfaitement calmes.

Une des stratégies - vient-elle de la préfecture, du ministère de l'Intérieur ou de plus haut encore ? - fut ainsi dévoilée. D'habitude, certains manifestants, une vingtaine au maximum, lancent pétards, fruits ou invectives vers les forces de l'ordre placées aux abords de la Préfecture. La dispersion peut alors se justifier et se faire à base d'usage massif de gaz lacrymogène, entre autres armes, lâchés sur des quartiers entiers, manifestants pacifiques, passants et commerces alentours compris, et de quelques interpellations plus ou moins légitimes, parfois faites violemment ( coups, étranglements, écrasements à terre ... ).

Cela permet, beaucoup en conviennent, d'abord de décrédibiliser méthodiquement le mouvement contestataire actuel aux yeux du grand public, voire des participants eux-même, divisés sur la question de l'organisation générale des actions, notamment. Et finit ensuite par faire vraiment peur aussi, empêchant les participants de venir en manifestation, inquiétés des représailles physiques ou judiciaires, qu'on pourrait jugées aléatoires.

Mais ce samedi-là, pas d'attroupement vers la Préfecture. Les membres de la BAC furent donc les outils d'une volonté de provoquer à un autre endroit des évènements qui justifieraient gaz, interpellations et dispersion. **C'est de la manipulation.**

**Nous reprochons donc au Préfet et à la chaîne hiérarchique locale de commandement du maintien de l'ordre :**

- soit un **manque total de contrôle** de leurs administrés sur le terrain, les laissant agir en roue libre de manière **inappropriée et répréhensible**.
- soit d'avoir **ordonner à dessein** des provocations volontaires afin de justifier l'intervention de la Police Nationale. Plus généralement, d'être **complice de la répression** du mouvement social actuel pour le voir disparaître, avec l'accord, le soutien voire les ordres du ministre de l'Intérieur, du Premier Ministre voire du Chef de l'État.

Plusieurs personnes ont été tentées de répondre aux **provocations** de la BAC. Un homme de bon sens avec un mégaphone expliquait que malgré la volonté des agents de faire monter la pression, il fallait rester calme ( il finira d'ailleurs en garde à vue pour rébellion, puis convoqué ).

Vers 18h, une provocation de trop a-t-elle fait déborder un individu ? Avait-il dissimulé son visage ? Insulté ? Nous ne savons pas exactement. Mais un homme de la BAC sort d'un des véhicules et se met à courir après quelqu'un. Des personnes s'attroupent alors pour observer ou contester la future arrestation, freinées par des gaz lacrymogènes. Une deuxième salve suivra vite un peu plus loin.

Puis une troisième tombe soudainement **sans aucune raison** au milieu de la terrasse de la brasserie Le Bourgogne, située aux abords de la place, où de nombreuses personnes - dont plusieurs enfants ! - étaient assises en toute innocence, ne se passant rien. Nous y étions.

Rien ne laissait présager qu'une attaque de la Police, jusqu'alors invisible, allait se produire là. C'est la panique pour toutes les personnes qui tentent de fuir les gaz. C'est alors que nous voyons un homme arrivé sur la terrasse, portant sa petite fille à bout de bras. Elle hurle : **un palet de lacrymogène incandescent s'était retrouvé collé à sa veste en acrylique. On aurait dit que des flammes et de la fumée sortaient directement de la fillette ! Le père, dans un geste d'urgence, a arraché à main nue le palet crachant encore son gaz, accroché au dos de l'enfant.**

Les membres de cette famille d'origine congolaise rentraient chez eux en passant par la place de la République. Ils ont eu la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment.

Réfugiés dans la brasserie enfumée, enfants et adultes de la terrasse tentent de soulager les effets des gaz, au milieu des hurlements et des pleurs. Beaucoup ressortent finalement avec des compresses d'eau. Nous restons avec la famille victime.

La veste de la petite de 4 ans avait donc **fondu**, et le t-shirt en coton qu'elle portait en dessous avait été **brûlé**. La mère et son mari nous disent que la petite trace noire dans le dos de leur enfant n'est pas un grain de beauté. C'est du plastique fondu qui est collé à sa peau. Cette petite blessure fit débat avec la Préfecture via Twitter. Qu'importe. Elle a dû sacrément sentir la chaleur en tout cas !

Le père a eu la main superficiellement blessée et souffre. Nous prenons des photos des dégâts. La mère, sujette à des crises d'épilepsie et sortie la veille d'une hospitalisation, est en état de **panique**, tremble et respire mal. Tout cela inquiétait grandement leur autre enfant, un petit garçon de 6 ans, pompiers, brancard et gyrophare n'arrangeant rien.

L'homme et la femme furent finalement emmenés à l'hôpital par la SDIS. Nous ignorons s'ils ont porté plainte à ce jour.

Cette famille n'est pas la seule victime de la journée. Un jeune homme de 22 ans, non participant à la manifestation lui non plus, était présent sur la place pour retrouver des amis avec qui boire un verre. Il a reçu au mollet un tube propulseur de palets de lacrymogène, qui a explosé peu de temps après. Il s'est senti visé par les policiers. S'étant réfugié sous un abribus, apeuré, il dit avoir été très bien vu par les membres des forces de l'ordre, qui ne lui ont pourtant pas porté secours. Il a d'abord été pris en charge par les Street Medics, puis par les pompiers dans leur camion, et en est ressorti avec un bel hématome, de vives douleurs, une poche de glace et des béquilles pour plusieurs jours.

Suite au communiqué relatant l'incident et les arrestations signé par différentes organisations ayant participé à la manifestation, et au témoignage sur Facebook de Thomas, témoin avec Carine du jet de lacrymogène aléatoire et de ses conséquences, le Préfet de Région a twitté :

*" FAKE NEWS : Contrairement à ce qu'affirment certains collectifs engagés dans le mouvement des GiletsJaunes, il n'y a pas eu de petite fille de 6 ans blessée ou brûlée, place de la République à Dijon, après avoir reçu une bombe lacrymogène lancée par les forces de l'ordre. E. Pierrat, sous-préfet de permanence : la fillette n'a pas été blessée, elle a reçu une partie métallique d'une bombe lacrymogène chaude sur sa robe. Son père en voulant lui retirer s'est brûlé à une main. Il a été pris en charge par le SDIS21 et dirigé vers le CHU de Dijon .*

Pas de Fake News de notre part. Le service de communication du préfet donne par contre des explications approximatives, tronquées, pour certaines fausses et surtout, **totalemment dénuées de compassion ou d'un semblant de remords**, en plus d'orienté la situation à l'avantage des représentants de l'État. Même si l'incident n'est en soi pas dramatique heureusement, il relève de la responsabilité de la Police et de sa chaîne hiérarchique, et ceci aurait du être communiqué publiquement. Les "Gilets Jaunes" n'y sont pour rien, outre leur simple présence sur une place publique, et probablement une réponse aux provocations volontaires ou une simple dissimulation du visage.

Il est très grave qu'une enfant de 4 ans innocente est la veste fondue, le t-shirt brûlé. Incident involontaire ou pas, son père s'est blessé en aidant sa fille. Le traumatisme est évident, pour elle comme pour sa famille. Pour nous, témoins directs, également. **Excuses publiques et explications véridiques auraient été les bienvenues.**

**Nous reprochons donc au Préfet et à la chaîne hiérarchique locale de commandement du maintien de l'ordre :**

- soit d'avoir à son service un ou des agents qui ont ce jour là pris une **initiative dangereuse** sans ordre, et d'avoir donc commis une grave **erreur** de jugement.
- soit d'avoir **ordonné** aux forces de l'ordre d'envoyer des lacrymogènes massivement sans avoir pris soin de constater que le terrain le permettait, d'avoir donc commis une **erreur**.
- soit d'être **complice** de l'**attaque** d'innocents avec des **armes de dispersion**.

Vous constaterez ici la bêtise de cette troisième accusation, naturellement. Enfin, nous l'espérons ... Nous étions les seuls militants assis à la terrasse du café, et, étant parfaitement pacifiques, espérons ne pas avoir été visé intentionnellement au milieu de personnes innocentes !

Et nous tenions tout de même à rappeler que ce genre de grossièreté - le mot attaque - est dans l'air en ce moment, le ministre de l'intérieur **M. Christophe Castaner** s'y étant employé lors de récents interviews. Le 1er mai 2019, la panique avait poussé à Paris des manifestants à tenter d'entrer dans le service de réanimation de l'hôpital de la Pitié Salpêtrière avant de comprendre la dangerosité de leurs actes, pendant leur fuite des forces de l'ordre jugées agressives. Fausse information d'ailleurs relayée par la ministre des Solidarités et de la Santé, **Mme Agnès BUZYN**, entre autres. La rectification de " *attaque* " au lendemain de l'affaire pour " *intrusion violente* " ne fonctionne pas non plus ; " *fuite et panique* " convient beaucoup mieux, tous en conviendront. Et personne n'a attaqué volontairement personne. Côté Police on l'espère.

**2°) Mais allons plus loin maintenant :** en poursuivant dans ce sens, nous estimons que **des membres du Gouvernement** actuel ou des représentants de l'État communiquent à dessein, mentent, exagèrent ou minimisent en fonction de buts désormais visibles, se servent d'évènements, et n'ont de moralité et d'humanité que quand elles arrangent les mesures qu'ils prennent, soutiennent ou prévoient.

Certaines déclarations publiques utilisent les mêmes méthodes que la BAC citées précédemment, mais dans le cadre médiatique et national : **la provocation** et **la manipulation**. D'une part elles servent là encore à diviser les militants entre eux. D'autre part elles poussent les Français à choisir des camps, et nourrissent des oppositions. "*Diviser pour mieux régner*" dit l'adage, si pertinent ici.

Rappelons que selon des sondages YouGov, les Français trouvaient justifié le mouvement des Gilets Jaunes à 83% en décembre 2018 et encore 68% en avril 2019, soit une fois le Grand Débat clos. **Il faut donc taper fort, n'est-ce pas ?**

## EXPLICATIONS

L'affaire de la prise à parti du domicile familial de **Marlène Schiappa** par des personnes se revendiquant du mouvement des Gilets Jaunes ce même samedi 25 mai éclaire ici l'indéniable traitement relevant du " **deux poids, deux mesures** " parallèlement à l'incident de Dijon. De nombreux analystes ont reconnu les exagérations de la vision de la secrétaire d'État de l'évènement.

"On ne touche pas aux enfants", a-t-elle dit dans une interview.

Ses enfants n'ont pourtant été que réveillés dans la nuit !

La fillette de 4 ans de Dijon a reçu un palet de gaz lacrymogène ! Et d'autres enfants présents ont été gazés et furent particulièrement choqués.

Tous les enfants n'auraient-ils pas droit à avoir un traitement égal ? Certains auraient-ils plus de valeurs ? Être dérangé 3 minutes dans la nuit est-il plus grave que d'avoir sa veste fondue à cause d'une arme incandescente lancée aléatoirement par des agents de l'État ? Aucun besoin de réponses à ces questions, elles sont évidentes. La communication gouvernementale a pourtant été partisane. Marlène Schiappa, seule, soutenue ou commandée, a instrumentalisé cette affaire pour nuire encore plus à l'image du mouvement des Gilets Jaunes, entre autres contestations englobées.

Nous souhaitons néanmoins bon rétablissement aux enfants grandement traumatisés de la secrétaire d'État.

Ensuite, l'affreuse affaire du **colis piégé**, advenu le vendredi 24 mai devant une boulangerie à **Lyon**, faisant 14 blessés légers, montre lui aussi dans ses relais médiatiques et les interventions d'agents de l'État, ou du Président de la République lui-même, ce traitement des choses avec le filtre du " **deux poids, deux mesures** " .

Suite à l'attentat, que nous condamnons, et considérons évidemment comme immonde et d'une violence intolérable, de nombreuses déclarations publiques ont évoqué ce drame : celles du maire Gérard Collomb, de Christophe Castaner, du procureur de Paris Rémy Heitz ou encore d'**Emmanuel Macron**, le 24 mai à 12h : " *Ce soir je pense aux blessés de l'explosion de Lyon, à leurs familles touchées par la violence qui s'est abattue sur leurs proches dans la rue, et à tous les lyonnais. Nous sommes à vos côtés.* "

Une cellule psychologique a été ouverte à Lyon, et tous les media ont relayé les informations ou les communiqués. Plus tard, le suspect a été arrêté, entendu et sera jugé. Fort bien.

Nous rappelons qu'un des blessés légers était une petite fille de 8 ans. Sans comparer les forces de l'ordre sur le terrain à Dijon le 25 mai à des terroristes, il est évident qu'ici encore, une hiérarchie dans le traitement politique, médiatique et gouvernemental est mise en place. Un miroir grossissant politique.

Nous n'attendons pas une couverture nationale et gouvernemental des incidents du 25 mai équivalente à l'attentat de Lyon, bien évidemment, mais demandons une **équité** dans le traitement des conséquences.

À Dijon, il y a eu 3 blessés légers, un malaise, une famille choquée et de nombreuses personnes innocentes, dont des enfants, gazés. **Et pas un mot empathique ne serait-ce que du représentant de l'État en Bourgogne Franche Comté.** Les personnes touchées à Lyon n'ont pas plus de valeur que celles de Dijon. Si le responsable est un terroriste, on prend l'affaire au sérieux. Fort bien. Mais si le responsable est un représentant de l'État, ou un agent du maintien de l'ordre au service de l'État, on tait les choses, on les minimise, et on se protège. Alors que les conséquences sur des individus sont les mêmes !

Il en va de même pour tous les manifestants ou militants pacifiques, par ailleurs. Et il est flagrant que l'on pointe ici un sérieux dysfonctionnement, pour ne pas dire une manipulation.

Pourquoi nos représentants ou leurs administrés n'ont jamais ou si peu montré remords ou condamnations publiques pour les blessés collatéraux lors des manifestations récentes ? Pas même pour **Zineb Redouane**, femme octogénaire morte à Marseille le 1er décembre 2018 sur une table d'opération suite aux blessures liées à une grenade lacrymogène lancée sur son habitation et qu'elle a reçu en plein visage ( *à part M. Castaner rapidement sur l'antenne de France Inter le 19 mars* ).

Rien pour **Maria**, 19 ans, grièvement blessée le 8 décembre 2018 à Marseille également, violemment matraquée et frappée à coups de pied par plusieurs policiers, alors qu'elle ne participait pas à la manifestation.

Rien pour **Mohammad**, 15 ans, habitant Saint-Etienne après avoir fuit la guerre en Syrie avec sa famille, éborgné le 12 janvier 2019, alors qu'il ne faisait que regarder des policiers dans le cadre d'une manifestation sans y participer.

Rien sur **l'homme anonyme** blessé au visage par un tir de LBD le 2 mars 2019 avenue de Wagram à Paris, alors qu'il passait par là.

Tant d'autres, mutilés, blessés, humiliés ou handicapés à vie ... la grande majorité du temps pacifiques et pacifistes.

Tant de femmes et d'hommes, membres des forces de l'ordre ... ( probablement, les autorités ne communiquant que rarement, outre les chiffres )

Et l'acte 30 ce samedi 8 juin a connu lui aussi son lot de violences, de blessés, d'excès et de répression ...

La justice, d'après Christophe Castaner et Laurent Nuñez, fera son travail concernant les policiers qui auraient fauté. On l'espère profondément, mais n'y croyons plus que vaguement. Nous ne sommes pas rassurés. Nous n'avons pas le sentiment que justice sera faite, mais que des arrangements seront organisés.

La Police ne peut naturellement pas être discréditée par ses administrateurs, ça, nous l'avons bien saisi désormais ... si elle lâchait, tout lâcherait. Quelques uns seront individuellement condamnés, oui, pour des faits individuels. L'IGPN tranchera peut-être sur quelques affaires. Politiquement. Et jamais les véritables responsables, les gradés, préfets ou ministres, ne seront ennuyés, naturellement.

Nous savons pourtant la justice très expéditive pour les condamnations des participants aux actions ou manifestations du côté militants, justice politiquement orchestrée aussi. Cette situation relève là aussi du **deux poids, deux mesures**.

Rappelons que l'ONU accuse le Gouvernement français d'usage excessif de la force, tout comme la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe qui invite justement la France à "*mieux respecter les Droits de l'Homme*" et à "*revoir au plus vite*" sa doctrine d'usage des armes. Nous, nous aurions honte, et avons honte de nos dirigeants ...

**Nous réclamons plus d'humanité, de dignité, d'équité et de justesse. Et le respect du droit d'exprimer une opposition politique légitime dans cette forme originale qu'est le mouvement des Gilets Jaunes, tout comme d'autres formes de contestations légitimes.**

**3°) Et pour conclure** : nous savons le mouvement visiblement au bord de l'agonie dans sa forme actuelle.

Arriver à faire se focaliser les débats et contestations sur les seules violences policières, ou les ripostes des manifestants contre la répression, est une forme de manoeuvre. En effet, beaucoup en oublient le fond de la mobilisation, les revendications ou le refus des injustices qui ont fondé le mouvement initial des Gilets Jaunes.

Et la fameuse " radicalisation " est aussi à analyser.

Des actes violents commis par des administrés de l'Intérieur, qu'ils soient exclus de leur contexte ou non, justifiés ou non, vus en vidéos, de nos propres yeux ou subis, expliquent le fait que des personnes finissent par avoir des réactions elles aussi violentes, dans un esprit de vengeance, pour eux ou pour les camarades. Et l'impunité apparente des forces de l'ordre et de leurs meneurs exacerbent encore plus ce sentiment.

La " haine du flic " n'est pas venue de nulle part non plus ! La **répression**, de fait d'initiatives d'individus ou d'ordres reçus, est indéniable depuis des mois. La violence est en tout cas ressentie comme telle par les participants aux mouvements sociaux actuels, et n'est jamais expliquée autrement par la communication gouvernementale que comme étant justifiée pour protéger les forces de l'ordre ou la République. Le dialogue est presque impossible ...

Même s'il y a de tout dans le mouvement, les manifestants ne sont pas des "ados" en manque de père ou en simple conflit avec l'autorité. Mais tous, forces de l'ordre et "Gilets Jaunes" sont des êtres humains : des personnes des deux bords commettent des actes possiblement répréhensibles. Certes, mais certains ont des ordres, des armes légales et des missions tandis que d'autres ont des sentiments, des revendications et s'en sont sincèrement pris plein la gueule depuis bientôt 7 mois ! Et ont parfois pour certains des envies explicables de rendre les coups, jamais proportionnés, eux, heureusement !

Entre insultes, mots durs pour ne pas dire mépris, coups, punitions, appels au meurtre et on en passe ... le fait qu'aucune réponse réaliste ne vienne d'en haut, ajouté au fait que quand la colère monte, les seuls interlocuteurs concrets soient des hommes armés, armés et sans mots à dire, résumé en "flics" protégeant les responsables, ou bien juste des éléments de langage balancés à coup de communiqués ... tout cela exacerbe les tensions. Naturellement.

Ne serait-ce d'ailleurs pas là aussi un des buts, de "radicaliser" pour mieux pouvoir réprimer ? En toute franchise ? C'est un peu notre sentiment.

Des membres des forces de l'ordre peuvent certes avoir été blessés, mais rien de comparable à des yeux crevés, des main arrachées, des coups brutaux ou un décès collatéral. De nombreuses dégradations matérielles ont été nommées à tort violences, **la violence étant par définition tournée vers la Vie**. De toute façon, ces dégradations et ces excès sont compréhensibles, même si répréhensibles. Et exploitées là encore contre le mouvement des Gilets Jaunes, comme par exemple dans l'affaire du boxeur **Christophe Dettinger**. ( cf le livre " *Coeur de boxeur* " d'Antoine Peillon )

Outre les intimidations physiques et l'instrumentalisation des violences et destructions matérielles, le mouvement des Gilets Jaunes a aussi été abattu dans sa forme actuelle par des **méthodes** relevant de la **psychologie de masse**. En jouant sur les peurs, en fabriquant des débats inutiles et préfabriqués, en divisant les opinions, en utilisant petites phrases ciblées ou événements grossis et récupérés à dessein. **Nous ne sommes plus dupes**.

De plus, la communication gouvernementale fait réagir, par manipulation évidente, de manière contradictoires et clivantes des personnes qui avaient pourtant le même but : se faire entendre, créer des moyens de pression, et, nous le disons sans fièvre juvénile ou naïveté, sincèrement **transformer le monde** vers plus de **justice**, de **moralité** et de **fraternité**. Valeurs nécessaires et vitales pour beaucoup d'entre nous, pour nous-même et pour notre **Commun** à tous.

Nous remercions finalement le Gouvernement actuel et son Président d'avoir su nous redonner le besoin de nous politiser enfin concrètement, même s'ils n'ont pas compris ou pris la mesure des transformations advenues ces derniers mois. Le mouvement des Gilets Jaunes, en métamorphose nécessaire aujourd'hui, nous à amener vers un nouveau positionnement dans le paysage social et politique hors partis : nous faisons aujourd'hui abstraction des volontés étatiques de nous détournez, nous sommes désormais **éveillés**, entrés en **Résistance**, et **ne lâcherons pas**.

Carine Olivier et Thomas Loyer